

La Direction des Finances Publiques annonce la fermeture de toutes les trésoreries du Rhône !

Le jour d'après ressemble étrangement au jour d'avant.

Après s'être largement appuyé sur les services de la DGFIP pour dispenser les aides aux entreprises pendant la crise Covid, le gouvernement relance son plan de démantèlement de l'administration fiscale sur fond de suppressions massives de postes (2163 prévues au PLF 2021 pour le ministère des Finances).

Ces projets viennent d'être confirmés ce lundi 5 octobre à Lyon.

L'ensemble des 26 trésoreries du Rhône vont fermer entre le 1^{er} septembre 2021 et janvier 2023. En moins de 18 mois, comme partout ailleurs en France, le service public comptable et fiscal va subir une politique de terre brûlée systématique.

Dès le 1^{er} janvier prochain, vous ne pourrez plus payer vos impôts ou obtenir un délai de paiement dans les trésoreries du Rhône. Vous devrez vous rendre dans des services des impôts des particuliers (SIP) toujours plus rares et éloignés.

Ensuite, les fermetures complètes de sites interviendront ainsi :

L'Arbresle : 01/09/2021
Beaujeu : 01/01/2022
Belleville sur Saône : 01/01/2022
Chazay d'Azergues : 01/01/2022
Condrieu : à partir de 01/01/2022 (Date à préciser)
Meyzieu : 01/09/2022
Mornant : 01/09/2022
Oullins : 01/01/2023
Rillieux la Pape : 01/01/2023
St Symphorien d'Ozon : 01/01/2023
Thizy les Bourgs : 01/09/2021
Vaugneray 01/09/2022
Villeurbanne : 01/01/2023
Etc.

Deux autres trésoreries (Monts du Lyonnais et CHS Vinatier) sont transformées en simples « antennes » ainsi que le Service des Impôts des Entreprises de Givors.

Au bout du compte, c'est à un retrait massif du service public auquel nous allons assister. Cela impliquera de fait un éloignement des services tant pour les usagers que pour les fonctionnaires, à l'opposé de toute démarche écologique.

L'intersyndicale des finances publiques du Rhône (Solidaires, FO, CGT, CFDT, CFTC) dénonce cette politique de liquidation du service public et exige l'arrêt immédiat de toutes les restructurations ainsi que le maintien de tous les services de proximités.